

Compte rendu de la soirée-débat du 18 avril 2017

« Elections 2017 : l'urgence de la solidarité »

Avec Véronique FAYET, Présidente du Secours Catholique.

Alban Sartori introduit cette 30^{ème} soirée-débat des Semaines Sociales de Rueil par quelques chiffres : 14% de nos concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté, soit 9 millions de personnes dont 2,2 millions dans un état de « grande pauvreté », un français sur deux craint le déclassement social,... Quelles sont les craintes mais aussi les espoirs et les engagements que peuvent susciter cette situation ?

Véronique Fayet :

1. Des visages concrets

Derrière les chiffres, il est important de réaliser quels sont les visages d'hommes, de femmes, d'enfants (un enfant sur 5 vit dans une famille pauvre en France !) qui se cachent derrière des statistiques un peu abstraites.

Ces visages sont très divers : jeunes, personnes âgées aux très petites retraites, agriculteurs, travailleurs pauvres,... Il ne s'agit pas de dramatiser mais de regarder en face ces visages très divers. Tel cet ancien chef d'entreprise du Gard, ruiné, entendant avec « révolte et amertume » les accusations « d'assistanat » provenant de certains responsables politiques : « nous ne nous résignons pas à la passivité », écrit-il, en se battant aux côtés du Secours Catholique. Ou cette jeune femme du Sud-Ouest, seule avec son fils, qui pousse un jour la porte du Secours Catholique, honteuse, « pour que son fils ne manque de rien » et qui découvre des gens qui l'écoutent (sur 1,5 millions de personnes accompagnées par le Secours Catholique, 60% viennent d'abord et avant tout pour être écoutées car elles souffrent de honte, de solitude, d'ennui) ; elle propose alors de donner un coup de main et s'entend répondre « Oui, on a besoin de toi », la clé pour se reconstruire : « la honte s'est envolée, je me sens utile à quelque chose » dit-elle maintenant qu'elle est bénévole tout en étant aidée lorsqu'il le faut.

Il faut aussi écouter ces textes sur le travail produits par le Réseau St Laurent, réseau de petits groupes de personnes très pauvres qui partagent sur l'Évangile et la spiritualité et rencontrent une fois l'an pour des sessions de « théologie pratique » des théologiens qui pensent que les pauvres ont quelque chose d'essentiel à dire à la théologie d'aujourd'hui. Dans une session sur le travail, on peut noter suite à la question « Qu'est-ce que le contraire du travail ? » la réponse suivante : « c'est se sentir rabaissé, rejeté au fond d'un trou dont on ne se relève pas ; aux Restos du cœur, il faut faire la queue, on a une tête pas possible, on se regarde, je pleure dans mon cœur ». Sentiment de honte et d'inutilité sociale.

La pauvreté, c'est ce sentiment. C'est aussi le renoncement à tout : se soigner, se nourrir correctement, pouvoir offrir quelque chose à ses enfants,...

2. Comment combattre cette pauvreté ?

Pour le Secours Catholique, il faut d'abord s'attaquer aux causes majeures (c'est-à-dire « faire de la politique » ...), notamment :

- **Le manque d'accès à l'éducation** : l'apprentissage de la lecture et de l'écriture aux tous petits est la base de tout, en ayant une scolarisation stable (ce qui est très difficile pour des familles logées à l'hôtel et donc ballottées d'un hôtel à l'autre, d'un lieu à un autre), avec une ouverture relationnelle au-delà des parents, par exemple en pouvant partir en vacances (un enfant qui n'a pas ces occasions de rencontrer des gens différents ne peut pas se construire).

- **Le manque d'accès au travail** : ne pas avoir de travail est la plus grande des injustices, comme le rappellent les Evêques de France (cf. *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*, Conseil permanent des évêques de France, Cerf, octobre 2016). Le manque de travail touche 7 à 8 millions de personnes si l'on additionne les inscrits à Pôle Emploi qui ne travaillent pas ou pas assez et les personnes même pas inscrites à Pôle Emploi. Une expérience très intéressante est celle intitulée « Zéro chômeur de longue durée », rendue possible par une loi récente initiée notamment par ATD Quart Monde : en partant des compétences et des désirs des chômeurs, en mobilisant les forces vives (élus locaux, associations, entreprises, Préfet...) de territoires bien délimités, des emplois en CDI sont imaginés et créés en réorientant le financement de dépenses passives (RSA, allocations Chômage ou Handicap) vers le versement de salaires pour ces emplois nouveaux. L'intelligence collective mise en œuvre pour trouver des solutions au niveau local est remarquable : il y a une vraie créativité du tissu local, qu'il faut favoriser.
- **Le manque d'accès aux droits** : tous les droits sont indivisibles, comme le rappelle souvent le Pape, et leur satisfaction doit être visée simultanément et non successivement : droit à un salaire décent, à l'éducation, au travail, au logement, à la culture, à la spiritualité (cf. dans *La joie de l'Évangile* : « La plus grande discrimination dont souffrent les pauvres, c'est le manque d'attention spirituelle »). Cet accès à la spiritualité est un axe de travail pour le Secours Catholique.

3. Renouveler le pacte social

Toutes ces mesures nécessitent de retrouver la confiance dans le politique, de contrer le pessimisme ambiant, de renouveler le pacte social. Sans confiance, il n'y a pas de solidarité possible : si je n'ai pas confiance dans celui qui gère le système social et dans celui qui doit en bénéficier, j'aurai de moins en moins envie de payer mes impôts et de plus en plus envie de contester le système de protection sociale (« trop cher, pas efficace, ne sert qu'à aider des fainéants, etc. »). Si on ne retrouve pas le goût de l'autre et la confiance en l'autre, la déconstruction de la protection sociale est possible ; et même les plus beaux projets de loi – à supposer que certains en proposent – ne fonctionneront pas si cette confiance n'est pas retrouvée.

La confiance est le socle de la fraternité : la fraternité avec quelqu'un de très différent de moi, que je ne connais pas, ne va pas de soi ; elle exige d'abolir les peurs, les préjugés (= « juger sans connaître »), les postures de jugement. Or la défiance à l'égard des pauvres est malheureusement entretenue par une partie de la classe politique.

D'où la campagne actuelle du Secours Catholique « Liberté, Égalité, sans Préjugés ». Et l'intérêt de lutter contre les préjugés, par exemple à partir du petit livre « *En finir avec les idées fausses sur la pauvreté* » (Collectif, Editions de l'Atelier, octobre 2016 ; mis à jour régulièrement). A titre d'exemple, l'idée selon laquelle « les pauvres sont des fraudeurs » est très caricaturale car la fraude est bien moindre dans cette population que dans d'autres : la fraude aux prestations familiales est certes estimée à un milliard d'euros (il y a des fraudeurs dans tous les milieux) mais celle sur la TVA est estimée à 14 milliards, celle sur l'impôt sur le revenu à 15 à 19 milliards, celle sur le travail au noir à 20 milliards, celle sur l'impôt sur les sociétés entre 23 et 32 milliards, etc. ; comme le dit la Cour des Comptes, « la fraude des pauvres est une pauvre fraude »...

Pour le Secours Catholique, les pauvres sont surtout des gens très courageux, qui par exemple ne reculent pas devant des temps de transport très importants pour conserver quelques heures de travail ou permettre à leurs enfants de poursuivre leur scolarité alors que leur logement s'est éloigné de l'école. Il faut en même temps lutter contre les préjugés, rétablir la confiance, et lutter pour les droits (voir aussi sur smartphone l'Application du Secours Catholique : « Chasser les préjugés », plus utile que la chasse aux Pokémons !...).

4. La pédagogie de la rencontre

En fait, pour rétablir la fraternité, il n'y a pas vraiment d'autre façon de faire que de rencontrer l'autre. Si on ne connaît pas des personnes confrontées aux difficultés mais que l'on parle en général des pauvres, des

chômeurs, des réfugiés,... on parle dans le vide et on risque de dire des bêtises. Il faut oser la rencontre. C'est la meilleure façon de retourner les cœurs. Le Secours Catholique multiplie les initiatives dans ce sens : marches, rencontres,... Cela nécessite de sortir de l'entre soi mais c'est cette expérience peut changer notre regard et, par capillarité, diffuser le sens de la fraternité dans la société.

EN CONCLUSION

Vivre la fraternité et la solidarité, ensemble, n'est pas une option pour les chrétiens, c'est une urgence au cœur même de la Doctrine sociale de l'Eglise. Comme le disait l'introduction de « *Gaudium et Spes* » en 1965 : « Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur. »

Questions :

Les questions ont permis de préciser différents points :

- Sur le traitement politique de la solidarité dans la campagne électorale : pour V. Fayet, l'enjeu de la solidarité a été trop peu ou trop mal abordé dans la campagne (« ça coûte cher », « il faut remettre au boulot ces fainéants »,...) : les programmes manquent d'ambition. Le Secours Catholique a pris deux initiatives en collaboration avec d'autres associations. Avec le CCFD, Oxfam et Peuples solidaires, une analyse des positions des candidats par rapport à 15 propositions sur les actions internationales permettant une France plus solidaire a été menée, avec un classement des programmes : lutte contre les paradis fiscaux (si importante pour arrêter notamment l'évasion des ressources de beaucoup de pays africains), protection des droits humains et environnementaux dans le monde, régulation de la finance, migrations, justice climatique,... Les résultats, visualisés par des pictogrammes de couleur, sont disponibles sur www.solidarite2017.org/analyse des programmes (cette analyse n'est qu'un des axes intéressants des programmes : d'autres aspects, comme la solidarité européenne par exemple, sont bien sûr aussi à considérer). Sur les sujets franco-français, dans le cadre du collectif Alerte qui regroupe 38 associations, différentes propositions touchant à la petite enfance, le logement, l'accès à l'emploi, la formation professionnelle, le revenu minimum, etc., ont été soumises aux candidats ; une loi-cadre de lutte contre l'exclusion est réclamée (cf. www.alerte-exclusions.fr); l'accueil est varié selon les candidats. En fait, il n'y a pas de candidat idéal pour un chrétien : il y a dans chaque programme des forces et des faiblesses et le choix de chacun se fait en fonction de la priorité qu'il accorde à tel ou tel axe, souvent au final pour un candidat du moindre mal...
- Sur l'expérience « Zéro chômeur de longue durée » : V. Fayet précise que la loi qui permet cette expérimentation a été votée à l'unanimité en décembre 2015. Dix premiers territoires d'expérimentation ont été choisis par décret fin 2016 et feront l'objet d'une évaluation au bout de 3 ans par le Fonds National, présidé par Louis Gallois, qui a été créé pour le financement des nouveaux emplois. Une association regroupant ATD Quart Monde, le Secours Catholique, Emmaüs ... suit le déroulement avec vigilance et travaille avec les dizaines d'autres territoires qui sont candidats et se préparent déjà pour la suite, mais il faut réaliser que ce processus repose sur une forte implication des acteurs locaux et ne peut fonctionner qu'à cette condition : il ne sera jamais généralisable à toute la France. Et il importe de laisser vivre l'expérience pendant les trois ans prévus (alors que toute l'Administration est contre car cela ne rentre pas dans ses schémas centralisés) et de bien l'évaluer avant de continuer à la développer.
- Sur les actions respectives des associations et de l'Etat pour résoudre les problèmes de pauvreté : certaines associations ont une mission de service public (pour gérer des centres d'hébergement par exemple), avec beaucoup de salariés et peu ou pas de bénévoles. Elles accompagnent les politiques décidées par la puissance publique. Les associations militantes comme le Secours catholique, financées par leurs donateurs, ont, elles, une totale liberté d'action et beaucoup de bénévoles. Au-delà de soutiens ponctuels, cela leur permet d'accompagner les personnes en passant gratuitement beaucoup de temps

avec elles pour leur redonner confiance et à intervenir collectivement auprès des autorités quand un sujet le nécessite.

- Sur la prévention de la précarité : un point fondamental réside dans l'accès aux droits : la France dispose d'un système social assez complet mais il y a beaucoup de non-recours aux droits du fait d'une trop grande complexité. Par exemple, le chèque santé pour payer une mutuelle est largement méconnu, le dossier à remplir est trop complexe et au final environ 60% des ayants-droits ne le demandent pas et ne se soignent pas. Il faut donc améliorer les droits mais aussi l'accès aux droits, par exemple avec plus d'automatisme et de contrôles a posteriori plutôt que des formalités complexes a priori. Vient ensuite bien sûr l'accès au travail, un travail à temps complet qui permet généralement d'échapper à la pauvreté.
- Sur l'accès à la spiritualité, notamment pour les personnes de confession musulmane : sur 1,5 million de personnes accompagnées beaucoup sont athées ou peu concernées par les questions religieuses, avec plus de musulmans dans les migrants qui forment maintenant un gros tiers de l'effectif. Chez les bénévoles aussi, si certains sont catholiques pratiquants, beaucoup d'autres ne connaissent en fait de l'Eglise que le Secours Catholique. Les salariés de l'association sont aussi très divers. Dans son projet stratégique pour 2016-2025, le Secours Catholique souhaite mettre en avant la dimension spirituelle qui est à la fois un moyen de rendre à l'homme sa dignité et un puissant moyen de transformation sociale. Mais la spiritualité n'est pas forcément liée à une religion et peut donc être développée sans prosélytisme : elle est une dimension fondamentale de la nature humaine (trouver un sens à sa vie, accéder au beau, découvrir l'amitié, le sens de l'autre,...) qui peut déboucher sur une religion ou pas. En 2016, le Secours Catholique a organisé un voyage de migrants (musulmans, orthodoxes, athées, catholiques) de Calais à Lourdes pour réfléchir pendant une semaine sur l'eau, le feu, la mer (que beaucoup avaient traversé), le silence... des thèmes qui parlent à tout homme ; tous disaient au retour l'importance de ce voyage qui les avaient fait grandir. Le spirituel est aussi important que la nourriture ou l'hygiène mais il est vrai que c'est une idée qui ne passe pas tout le temps facilement, parfois aussi auprès des bénévoles...
- Sur la formation professionnelle : seules 1% des personnes accompagnées par le Secours Catholique, qui sont toutes dans la pauvreté ou la grande pauvreté, ont accès à la formation professionnelle ! Dans le cadre de la campagne électorale, le Secours Catholique a plaidé pour que des non-salariés puissent aussi bénéficier d'heures de formation au titre du Compte Personnel d'Activité. Sans succès pour l'instant mais le combat continue...
- Sur la présence de l'enjeu de la solidarité dans les paroisses : le Secours Catholique insiste pour ne pas être « le » spécialiste de la solidarité dans l'Eglise ; il se veut « au service de la diaconie de l'Eglise » dont le service des frères est une des missions, valable pour tout baptisé. Cela s'est vécu par exemple lorsque le Pape a demandé à chaque paroisse d'accueillir une famille de migrants : celles qui s'y sont lancées ont souvent eu besoin d'un « expert » comme le Secours Catholique pour les aider dans le maquis des procédures. L'Eglise ne peut pas se contenter de célébrer et d'annoncer la Parole de Dieu sans aller vers les pauvres, car ceux-ci ne viennent pas spontanément à elle. Telle cette femme qui disait ne pas venir à l'église parce qu'elle pensait que « c'était payant », qu'on allait regarder si elle donnait bien à la quête peut-être... Ou cette autre qui est restée des années au fond de l'église car elle prenait pour elle le début de la phrase « je ne suis pas digne » sans entendre la suite. Ou ces familles qui sont blessées pour s'être vu refuser le baptême d'un enfant parce que les plus grands ne vont pas au catéchisme. Ou qui ont l'impression qu'elles ne sont pas assez bien habillées, que ce n'est pas leur milieu. Un ouvrage récent (*Vers des paroisses plus fraternelles*, du P. Étienne Grieu sj et du P. Vincent Lascève sj) relate deux expériences à Poissy et près de Toulouse qui essaient de favoriser l'intégration de personnes défavorisées dans les paroisses. Ce ne peut être qu'une approche délibérée et collective car elle bouscule les habitudes.
- Sur le soupçon d'irresponsabilité qui peut naître au vu de certaines situations (familles trop nombreuses, mères célibataires,...) : Véronique Fayet voit le plus souvent des personnes non pas irresponsables mais cabossées par la vie et qui essaient de se battre pour trouver du travail, pour leurs enfants, etc. Le surendettement résulte par exemple le plus souvent d'accidents de la vie (chômage, divorce) qui amènent à revendre à perte une maison chèrement acquise ; s'il peut y avoir parfois irresponsabilité des emprunteurs, n'y a-t-il pas encore plus souvent irresponsabilité des organismes prêteurs qui ne voient que leur chiffre d'affaires et ont refusé la mise en place de fichiers qui auraient organisé la transparence sur la

situation des emprunteurs ? Sur les familles nombreuses, le père Wresinski disait que les pauvres pensent souvent qu'avec le prochain enfant, cela va être différent, qu'ils vont pouvoir bien s'en occuper ; c'est une question d'espérance, peut-être déraisonnable (voire souvent), plutôt que de chasse aux allocations. D'une façon générale, comment porter un jugement alors qu'on ne connaît pas la vie et l'histoire de ces personnes ? Et on fait remarquer dans la salle que l'on doit de toute façon partir de la situation telle qu'elle est, l'analyse du passé n'ayant d'intérêt que si elle permet de progresser.

En conclusion, Véronique Fayet fait part de son optimisme quant elle voit les progrès réalisés dans différentes directions grâce à toutes les bonnes volontés à l'œuvre : des associations courageuses, des élus qui s'engagent, des bénévoles qui ont du cœur. Donc quel que soit le résultat des élections, le combat continuera, et une société plus juste et plus fraternelle est possible !
